

# Israël-Débat. Un premier bilan électoral



**Par Meir Margalit**

L'aube du mercredi 24 mars a été orageuse, peut-être comme une indication de la tempête politique qui se prépare à la suite

des résultats des élections législatives de la veille. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas qui sera le Premier ministre d'Israël, car aucun des deux blocs en lice n'a réussi à réunir les 61 sièges nécessaires pour former un gouvernement. La seule chose qui soit claire, c'est que les résultats soulignent à nouveau ce que nous savions déjà: la droite balaie Israël, tandis que la gauche n'est plus que l'ombre d'elle-même. Nous avons assisté à un chapitre de plus dans la triste histoire de ce que l'on pourrait appeler «le déclin de la gauche», avec toutes les conséquences éthiques et morales qu'il entraîne.

Le plus inquiétant est que la nouvelle droite qui s'est formée lors de ces élections sera beaucoup plus extrémiste que celle qui composait le gouvernement précédent: pour la première fois, des représentants de la droite la plus extrême sont entrés au Parlement, y compris un parti de nature clairement fasciste [Otzma Yehudit-Force juive d'Itamar Ben Gvir [1] et un autre ouvertement homophobe [Noam d'Avi Maoz, ces deux partis forment la coalition Sionisme religieux- HaBayit HaYehudi]. Désormais, l'extrême droite ne sera plus une exception, mais une partie légitime de la scène politique israélienne. [Deux partis religieux orthodoxes doivent encore être mentionnés: le Judaïsme de la Torah avec 7 sièges et le Shas avec 9 sièges; le système électoral est une proportionnelle intégrale avec un quorum situé à 3,25%.]

Pour comprendre le poids réel de la droite, il est nécessaire de préciser que les termes utilisés par les médias, qui divisent les deux grands blocs en «droite» et «gauche», prêtent à confusion. La

plupart des partis qui composent le bloc d'opposition sont loin d'être de gauche au sens strict du terme. Le parti Yesh Atid-Il y a un futur de Yaïr Lapid, qui est devenu le deuxième plus grand parti d'Israël, se définit comme étant du «centre», mais sur les politiques liées au conflit palestinien il partage les mêmes positions que le Likoud de Netanyahu. Avigdor Liberman, leader du parti des émigrés russes [Israel Beytenou-Israël notre maison], n'est pas moins à droite que Bibi, et seule la haine personnelle les sépare. Le parti Bleu Blanc du général Benny Gantz, qui était jusqu'à hier ministre de la Défense dans le gouvernement de Netanyahu, n'est pas différent de la droite sur les questions palestiniennes, tandis que le parti de Gideon Sa'ar [Nouvel Espoir], une scission du Likoud, composée d'opposants internes à la direction de Benjamin Netanyahu, est, sur le plan idéologique, une réplique du Likoud [voir les résultats en note 2].

Il reste donc les 13 sièges des travaillistes [dont la dirigeante est Merav Michaeli] et du Meretz [dont la dirigeante est Tamar Zandberg], qui représentent un peu plus de 10% du parlement – qui n'auront pas beaucoup d'influence politique, mais ont au moins sauvé l'honneur de la gauche – et la Liste arabe unifiée, avec 6 sièges, qui a perdu la moitié de sa force électorale en raison de la scission du Mouvement islamique conservateur dirigé par Mansour Abbas [avec 4 sièges] et de l'incapacité à attirer aux urnes la population arabe, déjà lassée des promesses non tenues.

Ce que ces élections confirment une fois de plus, c'est qu'Israël est un pays extrêmement droitier, religieux et nationaliste dans le pire sens du terme. Une fois encore, nous devons reconnaître, aussi paradoxal que cela puisse paraître, que le système démocratique a porté un coup fatal à la démocratie elle-même. Le peuple d'Israël a choisi «démocratiquement» une voie qui détruira la démocratie de l'intérieur: s'il y a une chose qui agace à l'extrême la nouvelle droite israélienne, ce sont les droits de l'homme, sans lesquels aucune démocratie ne peut durer. Il est inhabituel que la population israélienne ait à nouveau voté pour un personnage accusé de corruption, Netanyahu, sans se soucier le moins du monde que son Premier ministre soit un criminel.

La combinaison de la prospérité économique et du populisme bon marché, ainsi que la gestion brillante de l'opération de vaccination (qui est en fait un produit du service de santé créé par les travaillistes, service que Netanyahu n'a pas réussi à détruire), ainsi que l'image d'un leader tout-puissant qu'il véhicule, ont aveuglé une population qui cherche à se raccrocher à toute figure qui inspire la sécurité. Cela montre jusqu'où la prétendue «seule démocratie du Moyen-Orient» est tombée bas. Si Netanyahu forme un gouvernement dans les prochains jours, nous assisterons à une forte détérioration des droits civils des Arabes israéliens. A partir de là, la route vers un autoritarisme de plus en plus totalitaire, et donc antidémocratique, n'est pas longue. La démocratie israélienne sera perdante, mais ceux qui paieront le prix de ces élections seront les Palestiniens, qui devront faire face à une nouvelle vague de confiscations, de colonies, de démolitions et autres barbaries, que ce gouvernement a toujours été heureux de réaliser, mais qu'il entreprendra désormais avec plus d'élan. L'un des prochains ministres, Itamar Ben Gvir, a attaqué Netanyahu pendant sa campagne électorale pour ne pas avoir détruit le village bédouin de Han el Ahmar et il faut s'attendre à ce qu'une fois la coalition formée, ce soit l'une des premières mesures qu'il

envisagera de mettre en œuvre.

C'est pourquoi aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de toute urgence que la communauté internationale mette un terme aux aspirations expansionnistes d'Israël. Peut-être la Cour internationale de justice peut-elle étouffer cette vague d'exactions à venir, mais pour ce faire, elle doit agir avec audace et fermeté. Seule une pression internationale, incluant des sanctions économiques et politiques, pourrait mettre fin au délire israélien et redonner aux Palestiniens l'espoir de se libérer de cette occupation, qui affecte non seulement le peuple palestinien mais détruit également les fondements éthiques et moraux du peuple israélien lui-même. (Article publié sur le site *Sin Permiso*, le 27 mars 2021; traduction rédaction *A l'Encontre*)

**Meir Margalit**, historien et urbaniste résidant à Jérusalem, il est membre du comité de rédaction de Sin Permiso.

---

[1] Itamar Ben Gvir, 44 ans, est un disciple du rabbin Meïr Kahane, fondateur du parti anti-arabe Kach. Cette formation avait été classée «terroriste» après l'assassinat en 1994 de 29 Palestiniens à Hébron, en Cisjordanie, par l'un de ses disciples, Baruch Goldstein. M. Ben Gvir n'hésite pas à qualifier ce dernier de «héros», plaide pour que les Arabes soient expulsés d'Israël et appelle à l'annexion de la Cisjordanie occupée, territoire occupé par Israël depuis 1967 où vivent 2,8 millions de Palestiniens. (Réd.)

[2] **Likoud** : 30 sièges

**Yesh Atid** : 17 sièges

**Shas** : 9 sièges

**Bleu Blanc** : 8 sièges

**Yamina** : 7 sièges

**Travailleurs** : 7 sièges

**Judaïsme de la Torah** : 7 sièges

**Israël Beitenou** : 7 sièges

**Liste unifiée** : 6 sièges

**Sioniste religieux** : 6 sièges

**Nouvel Espoir** : 6 sièges

**Meretz** : 6 sièges

**Ra'am** : 4 sièges

---